

Des propositions alternatives pour contrer la LGV-Paca

Aubagne dit non au "nouvel emballage" du projet et appelle à une rapide réflexion



"Il faut travailler et mettre en œuvre dès maintenant une diversité de propositions", a plaidé le maire, entouré par les anti-LGV. / PHOTO M.MY.

Se battre contre le projet de LGV Paca ou tout autre projet qui s'y apparenterait; le maire Daniel Fontaine, la présidente de l'Agglo et Christian Presutto, adjoint au maire de La Penne-sur-Huveaune, l'ont réaffirmé hier à l'occasion d'une conférence de presse à laquelle étaient conviés des représentants des associations et collectifs anti-LGV des Bouches-du-Rhône, du Var et des Alpes-Maritimes.

Mais ils se veulent aussi, force de propositions. Des propositions alternatives, comme point de départ à une réflexion pour solutionner l'épineux dossier du transport - saturé - en région Paca. La démarche fait suite à une rencontre, le 4 septembre en préfecture, entre le préfet de Région Hugues Parant, des représentants de RFF et les maires de Gémenos, Cuges, Roquefort-La Béroule, Aubagne et La Penne-sur-Huveaune.

À cette occasion, le préfet avait, selon le maire d'Aubagne, "annoncé qu'il souhaitait que le projet de LGV Paca soit retiré de la liste des 14 projets sur le territoire national inscrits au Snit

(Schéma national d'infrastructures de transport)".

Le projet cumulerait plusieurs handicaps: désapprobation de trop d'élus et des populations et pas assez compétitif dans le rapport coût/gain de temps. "C'est une première victoire", a lancé Daniel Fontaine. Mais il reste cependant particulièrement prudent sur le nouvel enjeu qui est de créer une nouvelle infrastructure pour rattraper le retard considérable de la région en matière de déplacement; projet spécifique à Paca et baptisé "Système ferroviaire intégré". "On nous parle maintenant de TGV", a-t-il ironisé. "Quelle différence avec la LGV?"

"Même emballage"

"Si on nous ressort avec un nouvel emballage le même projet tout aussi destructeur pour notre environnement, ce sera encore une fois non", a assuré Daniel Fontaine, qui plaide à l'instar de l'élus gémenosien et vice-président de la Région Jean-Yves Petit, pour une modernisation du réseau TER mais aussi pour la recherche de réponses alternatives à court terme (2014) compte

tenu de l'urgence.

Cinq axes

Il a donc proposé que des groupes de travail planchent sur l'ensemble de la problématique transport autour de cinq axes qu'il a développés hier: la création d'un réseau de transport unique sur l'aire marseillaise (un titre unique de transport, un seul plan de réseau, un seul interlocuteur...); la création de voies réservées aux bus et au co-voiturage sur les autoroutes avec des parkings incitatifs à l'utilisation des transports en commun; un service unique d'information et de promotion de la mobilité (pour organiser le covoiturage par exemple); l'ouverture ou la réouverture de lignes SNCF (Valdonne, Saint-Maximin/Gardanne, Meyrargue/Pertuis...) et en dernier point la gratuité qui selon le maire peut être envisagée à certaines heures et sur certains axes structurants.

Un appel du pied au Conseil régional et aux Conseils généraux bien sûr, dont certains se sont quand même prononcés favorablement pour la LGV, "à l'ensemble des décideurs pour dé-

battre de tout", a-t-il insisté et surtout dépasser le cadre bucco-rhodanien où le Syndicat mixte des transports a déjà entamé une réflexion.

Proposer d'autres solutions pour ne pas se voir imposer un nouveau projet, voilà ce pour quoi les élus se mobilisent, subordonnant que celui présenté le 4 n'a de neuf que le nom, et que "la décision soit déjà prise. S'ils ont une solution qu'ils la mettent sur la table", a lancé Christian Presutto. "Nous avons un acquis ici c'est la force du rassemblement que l'on a connu", a ajouté Magali Giovannangeli. Côté anti-LGV, le collectif Stop LGV Paca Sud Sainte-Baume a souligné que la solution au problème de transport n'"est pas que ferroviaire". Alex Amberto de Tout Aubagne contre la LGV s'est dit, lui, prêt à participer à cette réflexion autour du transport de proximité, pour lequel il a toujours plaidé. De même qu'il a réclamé "un point sur les diagnostics et études réalisés avec notre argent".

Le 17 octobre, collectifs et associations seront reçus en préfecture comme prévu par le Copil du 12 juillet.